



10 raisons de mettre fin à la surpêche en Europe

Mettre en place les mesures adéquates serait bénéfique pour l'environnement, les pêcheurs et les citoyens européens

En bref

Depuis des siècles, les produits de la mer et le secteur de la pêche jouent un rôle essentiel dans l'histoire, la culture et le bien-être des communautés locales au sein de l'Union européenne. Toutefois, la surexploitation prolongée de ces ressources renouvelables a fini par bouleverser l'équilibre des écosystèmes marins.

Même si la gestion de la pêche au sein de l'UE s'est améliorée au cours des quinze dernières années, les limites de capture fixées par les ministres européens chargés de la pêche dépassent encore trop souvent les niveaux préconisés par les scientifiques. Conséquence : l'Europe ne profite aucunement des nombreux avantages découlant d'une gestion durable des stocks de poissons et des pêcheries.

La dernière réforme en date de la Politique commune de la pêche (PCP) de l'UE est entrée en vigueur début 2014 : elle stipule que le problème de la surpêche doit être résolu dès 2015 si possible, et d'ici 2020 au plus tard. La restauration des stocks de poissons à des niveaux durables, grâce à une gestion de la pêche basée sur les données scientifiques, est essentielle ; pas seulement parce que la loi l'exige, mais aussi et surtout parce que cela permettra de transmettre un environnement marin sain aux générations futures.

Pourquoi il faut mettre un terme à la surpêche



1 Pour permettre aux stocks de poissons de se reconstituer.

Un trop grand nombre de stocks européens restent en deçà de leurs seuils de sécurité biologique. La fin de la surpêche permettrait enfin à ces stocks de se reconstituer et de se maintenir à des niveaux durables.

2 Pour que le secteur de la pêche puisse prospérer.

La fin de la surpêche en Atlantique Nord-Est pourrait générer des revenus supplémentaires de 4,6 milliards d'euros annuels pour la flotte de pêche de l'UE¹ et créer des milliers d'emplois dans le secteur. Lorsque les stocks de poissons sont abondants, les pêcheurs peuvent évoluer dans un environnement commercial stable, tout en réalisant des économies de carburant et de temps. L'amélioration de la rentabilité des pêcheries les rend également moins dépendantes des subventions publiques qui constituent un fardeau pour les contribuables européens.

3 Pour que nos mers soient à nouveau en bonne santé.

Les activités de pêche affectent lourdement l'environnement marin, bien au-delà des prélèvements de poissons. Les dommages subis par les fonds marins et les coraux ainsi que la capture involontaire d'autres espèces comptent parmi les menaces les plus courantes. Le rétablissement des stocks à des niveaux sains et durables requiert que les activités de pêche soient mieux ciblées, mieux gérées et mieux contrôlées, ce qui permettrait d'en limiter les impacts.

4 Pour que les Européens puissent consommer davantage de poisson durable pêché localement.

À l'heure actuelle, l'Europe est largement tributaire des importations en provenance des pays tiers ; près de la moitié du poisson consommé par les Européens est pêché hors des eaux de l'UE.² Ceci a également des répercussions pour les pays en développement où le poisson est une source de protéines essentielle pour une grande partie de la population.

5 Pour accroître et maintenir la résilience de nos mers.

De nombreuses menaces pèsent sur l'océan : variations de la température des eaux, pollution, acidification, etc. La bonne santé des stocks de poissons joue un rôle essentiel dans l'équilibre des écosystèmes marins et représente un investissement pour l'avenir, car cela peut aider l'océan à faire face à ces menaces.

6 Pour faciliter la gestion des activités de pêche.

Gérer des pêcheries menacées d'effondrement est une activité complexe, risquée et exigeante. Elle nécessite la prise de décisions urgentes ainsi que des informations détaillées qui doivent être actualisées en temps réel. À l'opposé, des pêcheries saines sont plus aptes à faire face aux changements, aux incertitudes ou aux erreurs de données. Leur gestion est ainsi plus aisée.

7 Parce que c'est la loi.

En 2013, les décideurs politiques de l'UE se sont entendus sur une réforme de la Politique commune de la pêche (PCP) prévoyant de mettre fin à la surpêche dès 2015 si possible, et d'ici 2020 au plus tard pour tous les stocks. Si l'on ne parvenait pas à mettre fin à la surpêche conformément à cette obligation juridique, la confiance que les citoyens européens placent dans les institutions de l'UE s'en trouverait ébranlée.

8 Pour renforcer la transparence.

La mise en place de limites de capture n'excédant pas les recommandations scientifiques apporterait plus de cohérence et de prévisibilité à la gestion de la pêche. Les débats pourraient alors porter non plus sur la gestion d'une crise devenue permanente mais sur l'optimisation des bénéfices socio-économiques issus de pêcheries saines.

9 De nombreuses études réalisées à travers le monde démontrent que la pêche durable n'offre que des avantages.

Plusieurs pays, comme les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont déjà réalisé des progrès significatifs pour mettre un terme à la surpêche, et ils commencent à en recueillir les fruits. Plusieurs mesures ont été prises dans cette voie au sein de l'UE, notamment en ce qui concerne la pêche au merlu. Ces exemples montrent qu'il est possible de mettre fin à la surpêche et d'en retirer des bénéfices, dès lors que la volonté politique est présente.

10 Parce que les décideurs politiques ont le pouvoir et la responsabilité de le faire.

Bon nombre des problèmes qui affectent le monde aujourd'hui, tel que le changement climatique, posent un réel défi pour l'humanité. Face à ces défis planétaires, mettre fin à la surpêche dans les eaux de l'UE apparaît comme un projet d'envergure plus modeste. L'issue dépend exclusivement des décisions prises par les ministres de la Pêche des différents États membres de l'UE. Une volonté politique forte est donc nécessaire pour la bonne mise en œuvre des réformes prévues par la PCP et pour que les limites de capture fixées n'excèdent pas les recommandations scientifiques.

Nos objectifs

Afin d'appuyer la mise en œuvre de la Politique commune de la pêche et de ses réformes, The Pew Charitable Trusts travaille pour :

- Garantir que la surpêche prendra fin dans les eaux du nord-ouest de l'Europe en développant un plaidoyer pour que les limites de capture fixées permettent aux stocks de se reconstituer à des niveaux durables ;
- Protéger les espèces et les écosystèmes vulnérables de haute mer en veillant à la mise en place des mesures permettant d'encadrer la pêche de fond dans l'UE conformément aux résolutions adoptées par les Nations Unies.

Soutenez notre campagne

Participez aux efforts de Pew pour convaincre les décideurs politiques européens de mettre rapidement un terme à la surpêche dans les eaux du nord-ouest de l'Europe. Pour de plus amples informations et pour faire entendre votre voix, rendez-vous sur pewtrusts.org/endeuoverfishing.

Bibliographie

- 1 Jordi Guillen et al., Sustainability Now or Later? Estimating the Benefits of Pathways to Maximum Sustainable Yield for EU Northeast Atlantic Fisheries, *Marine Policy* 72 (2016): 40-47, <https://dx.doi.org/10.1016/j.marpol.2016.06.015> (en anglais).
- 2 Observatoire européen des marchés des produits de la pêche et de l'aquaculture, *The EU Fish Market* (2015), http://www.eumofa.eu/documents/20178/66003/EN_The+EU+fish+market_Ed+2015.pdf/4cbd01f2-cd49-4bd1-adae-8dbb773d8519 (en anglais). Aussi disponible en français sur <https://www.eumofa.eu/fr>.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur :
pewtrusts.org/endeuoverfishing

Contact : Appolonia Benoist, chargée de communication
E-mail : abenoist@pewtrusts.org
Tél : +32 2 2742860
Facebook : facebook.com/PewEU
Twitter : twitter.com/PewFR

The Pew Charitable Trusts
Avenue des Arts 40
1040 Bruxelles
Belgique

The Pew Charitable Trusts s'appuie sur le pouvoir de la connaissance pour tenter de résoudre les problèmes les plus complexes de notre époque. Pew applique une approche analytique rigoureuse pour améliorer les politiques publiques, informer le public et stimuler la vie citoyenne.